

Quand les diplomates US espionnent les dignitaires étrangers dont des Burundais

Europe1, 29 novembre 2010 Les étranges pratiques des diplomates américains Les documents publiés dimanche par Wikileaks jettent une lumière crue sur la diplomatie US. Des diplomates américains sommés de se procurer les données personnelles voire l'ADN de diplomates étrangers, dirigeants de l'Onu, militants d'ONG... Ce scénario, digne d'une série TV, est bien réel. En croire les 250.000 documents confidentiels divulgués, dimanche, par le site Wikileaks.

Quand les diplomates jouent les espions Selon le journal Le Monde qui a planché sur ces câbles diplomatiques, les fonctionnaires américains sont en effet invités, par leur hiérarchie, à faire les poches des dignitaires étrangers. Ainsi un mémorandum adressé à la représentation permanente des Etats-Unis aux Nations unies à New York, demande que soient fournis des "listes d'emails, des mots de passe internet et intranet, des numéros de cartes de crédit, des numéros de cartes de fidélité de compagnies aériennes, des plannings horaires de travail". Dans la ligne de mire des diplomates américains ? Leurs collègues internationaux et une personne en particulier : le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon. Un document publié par Wikileaks demande aux fonctionnaires US d'ouvrir l'œil sur ses intentions sur l'Iran. "Des empreintes ADN, des images scannées de l'iris"... Une directive similaire signée en avril 2009 d'Hillary Clinton réclame également des détails sur des personnalités dans trois pays africains : République démocratique du Congo, Rwanda, Burundi. La secrétaire d'Etat exige des données concernant des responsables d'avenir dans les domaines politique, militaire, commercial ou du renseignement. Ces données peuvent porter aussi bien sur "leur état de santé, leur opinion des Etats-Unis, leur formation, leur origine ethnique et leur maîtrise des langues étrangères", précise Washington, qui réclame aussi "des empreintes digitales, des photos du visage, des empreintes ADN et des images scannées de l'iris". "C'est logique et justifié" pour Washington. Mise dans l'embarras, la diplomatie américaine tente désormais de se défendre. Un responsable des services de renseignement américains a ainsi assuré qu'il n'y avait rien de surprenant à voir des responsables américains aux Nations unies chercher des informations sur d'autres pays. "Ce ne sont pas des espions", a-t-il insisté avant d'ajouter : "ils aident à compléter notre faisceau de connaissances sur de nombreuses questions importantes. C'est logique et entièrement justifié, et ils le font en plein accord avec la loi américaine." "Nos diplomates ne sont que cela, des diplomates", a renchéri le porte-parole du département d'Etat, P.J. Crowley. "Ils collectent des informations qui donnent forme à notre politique et à nos actions. C'est ce que font les diplomates, dans notre pays comme tous les pays, depuis des centaines d'années."